

Frédéric Angleviel (dir.), *Les outre-mers français : actualités et études*, vol. 1 : *Année 2012*, Paris, Éditions L'Harmattan, coll. « Portes océanes », 2012, 335 p.

Marcel Lajeunesse

Numéro 38-39, automne 2014, printemps 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039720ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039720ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lajeunesse, M. (2014). Compte rendu de [Frédéric Angleviel (dir.), *Les outre-mers français : actualités et études*, vol. 1 : *Année 2012*, Paris, Éditions L'Harmattan, coll. « Portes océanes », 2012, 335 p.] *Francophonies d'Amérique*, (38-39), 211–214. <https://doi.org/10.7202/1039720ar>

ont toujours été attirés par la Chine et le Japon, riches en connaissances des sciences et des arts, pour combiner sciences et foi.

L'éventail des articles comprend des sujets on ne peut plus variés, prouvant du coup que les recherches sur l'Amérique française – des débuts jusqu'en 1800 – ont atteint un nouveau stade après le grand défrichage entrepris par Réal Ouellet qui, dans ses nombreux travaux, a fait avancer les connaissances dans le domaine du patrimoine lettré de l'Amérique française. Lui avoir dédié le livre est un bel hommage à cet explorateur hors pair dans un domaine souvent négligé encore par les chercheurs.

Hans-Jürgen Greif
Université Laval

Frédéric Angleviel (dir.), *Les outre-mers français : actualités et études*, vol. 1 : Année 2012, Paris, Éditions L'Harmattan, coll. « Portes océanes », 2012, 335 p.

Cette monographie fait partie de la collection « Portes océanes », qui a publié à ce jour une vingtaine de monographies. Cette collection est dédiée à une meilleure connaissance de l'Océanie et des espaces insulaires et elle a pour ambition de permettre la diffusion auprès des publics francophones des principaux résultats de la recherche internationale. Selon le directeur du présent ouvrage, cette publication annuelle a pour vocation de devenir une revue à part entière pour mettre en relation les trois océans de l'outre-mer français, soit Saint-Pierre-et-Miquelon, l'espace atlantique des Antilles, la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe, les terres de l'océan Indien, les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), les collectivités de l'océan Pacifique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

La présente publication comprend trois sections. La première intitulée « Actualités » présente cinq textes ; ceux-ci traitent de la Réunion, de Mayotte, de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie. La deuxième section, « Études », comprend sept textes portant sur le rôle du créole, sur la départementalisation et le centre universitaire de Mayotte et, surtout, sur la Nouvelle-Calédonie. La troisième section présente, sous le titre « Varia », de courts textes traitant de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la Nouvelle-Calédonie, des TAAF, de la Polynésie, de la Mélanésie et de la recherche universitaire dans le Pacifique francophone. L'ouvrage se termine par les comptes rendus de six ouvrages.

Les collectivités d'outre-mer, à dominante tropicale et insulaire, sont liées à la métropole qui assure le tiers de leur budget. Ces collectivités sont issues de deux périodes de colonisation, l'une qui débuta au *xvii^e* siècle et la seconde, après 1830. Quatre de celles-ci ont acquis le statut de département en 1946, à savoir la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion. Actuellement, la souveraineté française comprend 2 600 000 habitants, couvre 31 500 km² dans l'arc caraïbe, 91 000 km² sur le bouclier guyanais, 10 450 km² en océan Indien et 23 400 km² dans le Pacifique Sud. Ces collectivités sont placées sous le signe de la diversité ethnoculturelle. En Nouvelle-Calédonie, les autochtones mélanésiens, les Kanaks, comptent pour 40 % de la population. Par ailleurs, à la Réunion et à Saint-Pierre-et-Miquelon, il n'y avait aucun peuplement préexistant à l'implantation des colons français. La créolité est partagée par les habitants de plusieurs collectivités dépendant de la souveraineté française.

Dans la section « Actualités », on aborde quelques événements survenus récemment. En 2010, avec l'arrivée au pouvoir de la droite, la Réunion rompait, après douze ans, avec la présidence du parti communiste réunionnais de Paul Vergès. On y décrit le long chemin de Mayotte, de sa séparation de la République des Comores jusqu'à l'obtention de son statut de département français, de même que l'explosion de sa population et le grave problème de l'emploi. La Polynésie française vit une période d'instabilité politique causée par les clientélismes, le nomadisme et les rapports affectifs entre les dirigeants et leurs électeurs. Après les événements politiques de 1981-1988, on expose les réalités politiques de la Nouvelle-Calédonie de 1988 à 2012. En 1999, celle-ci devient une collectivité particulière de la République française dotée d'une large autonomie. Le nickel reste au cœur de son avenir politico-économique.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, c'est principalement la Nouvelle-Calédonie qui donne lieu à plusieurs études. L'antagonisme entre les deux communautés, autochtones et allochtones, existe depuis sa prise de possession par la France du Second Empire. Les accords de Maignon-Oudinot de 1988 ont apporté une paix relative. La Nouvelle-Calédonie est une colonie de peuplement, ce qui a fait des Kanaks un groupe minoritaire. Les accords de Nouméa de 1998 avaient pour objectifs d'amorcer un transfert progressif des responsabilités et de mettre en place des outils de développement pour les autochtones. La Nouvelle-Calédonie, qui possède 30 % des réserves mondiales de nickel,

a suffisamment de moyens financiers pour faire en sorte de ne pas dépendre autant de l'État que les autres territoires. On y observe ainsi une faible dépendance par rapport aux transferts de l'État et de l'Union européenne. D'ailleurs, la réforme fiscale de 2012 à 2019 fait le point sur la fiscalité actuelle et pose les bases pour passer d'une fiscalité basée sur l'accompagnement des dotations de l'État à une fiscalité autonome, renforcée à la suite de l'accord de Nouméa de 1998. On y étudie aussi la révision de l'article 121 de la loi organique de 1999, portant sur le statut de la Nouvelle-Calédonie concernant l'élection d'un nouveau gouvernement à la suite du précédent, déclaré démissionnaire.

Le statut personnel des Mahorais en droit coutumier a survécu à Mayotte depuis que la France s'y est installée en 1841. Il a été maintenu lors de la départementalisation, mais il peut être abandonné au profit du statut civil de droit commun. En 2011, on a créé à Mayotte le Centre universitaire de formation et de recherche. Ce centre, qui n'est pas une université de plein exercice, échappe au droit commun des universités françaises.

Les territoires français ont accès depuis la Politique de cohésion de 1988 aux fonds structurels de l'Union européenne pour le développement des régions ultrapériphériques. Cela s'applique aux départements et régions d'outre-mer (DROM). On y étudie le rôle de la langue créole dans la construction identitaire, la citoyenneté et le développement au sein des sociétés antillo-guyanaises. Même s'il est reconnu officiellement, le créole peine à s'imposer comme un instrument au service d'une meilleure connaissance des sociétés de la Caraïbe et de l'Amazonie dans un processus de développement de ces sociétés.

En 1977, Aimé Césaire avait qualifié de « génocide par substitution » l'émigration des jeunes Martiniquais et Guadeloupéens vers la métropole, et la venue de métropolitains en Martinique et en Guadeloupe. L'expression fut reprise au début du *xxi*^e siècle pour expliquer la substitution d'une population par une autre. Dans le débat sur ce sujet, on propose plutôt de limiter l'émigration et de donner la priorité à l'emploi régional. Saint-Pierre-et-Miquelon fait l'objet d'un court article au titre provocateur : « Saint-Pierre-et-Miquelon, région québécoise ? » Pour en finir avec les conflits entre cet archipel et le Canada au sujet des pêches, ne serait-il pas souhaitable que Saint-Pierre-et-Miquelon rejoigne le Canada, plus spécifiquement le Québec, en conservant la double citoyenneté

française et canadienne? Il n'en reste pas moins que la France conserve l'espoir d'avoir accès, par ce territoire, à des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent.

Dans cet ouvrage, on nous informe de l'existence de la *Revue juridique de l'océan Indien* créée en 2000 à l'Université de la Réunion, publiée en version imprimée et numérique, de la revue bilingue *La Mélanésie : actualités et études = Melanesia Review*. Enfin, l'Assemblée de la Polynésie française présente un site Web sur son histoire. Rappelons qu'une assemblée délibérante tahitienne existe depuis 1824, soit cinquante-sept ans après les premiers contacts avec les Européens et trente-huit ans avant que Tahiti ne soit cédée à la France par Pomare V. Enfin, l'Association Thèse-Pac, basée à Nouméa, a pour objectif la présentation et la valorisation de la recherche universitaire dans le Pacifique francophone.

Cette publication met à contribution des spécialistes des diverses colonies françaises, qui étudient les problèmes et les réalités que vivent ces colonies dispersées sur plusieurs continents. Le contenu en est fort intéressant, et il est indéniable que cette publication gagnerait à devenir une revue, ce qu'elle est pratiquement dans sa forme actuelle avec ses trois sections qui contiennent des articles et celle qui regroupe les comptes rendus de livres qui viennent de paraître. La publication du présent recueil constitue un apport important à qui s'intéresse au présent et au devenir des colonies de la France dans le monde.

Marcel Lajeunesse
Université de Montréal

Dominique Perron, *L'Alberta autophage : identités, mythes et discours du pétrole dans l'Ouest canadien*, Calgary, University of Calgary Press, 2013, 377 p.

L'ouvrage de Dominique Perron se démarque des travaux existants sur la question de l'exploitation des sables bitumineux par l'industrie pétrolière au Canada, car ce sont avant tout les discours sur le pétrole et leur importance dans la construction identitaire qui font l'objet de sa recherche. La présence de cette ressource n'est pas appréhendée par l'auteure comme une simple donnée objective offrant des possibilités d'action et de pouvoir aux acteurs sociaux qui parviennent à s'en assurer un accès privilégié. Elle est plutôt analysée du point de vue des possibilités de construction identitaire qu'elle offre aux divers acteurs qui cherchent à